

# LE BIMI

la  
cgt  
93

N° 923 • Juin 2024 • Mensuel syndical de l'Union Départementale CGT 93 • 1.50 €

## Face à l'extrême droite



## FRONT POPULAIRE !

**Futurs alternatifs :**  
La CGT lance son plan  
sur l'industrie et  
l'environnement

**Santé :**  
En Seine Saint Denis une fusion  
administrative de 3 hôpitaux  
lourde de danger

**USR CGT 93 :**  
Intelligence artificielle :  
entre craintes et espoirs .

**IHS CGT 93 :**  
1974 / 2024, PTT  
il y a 50 ans la  
grève !



# La Macif de nouveau élue Marque Prémférée des Français.

Merci à :

Iona, Félix, Sandra, Kourréa,  
Jacques, Mehdi, Tristan,  
Thibault, Valérie, Clara,  
Guillaume... et vous!



La Macif,  
c'est vous.

\*Étude réalisée du 3 au 4 janvier 2024 par OpinionWay auprès d'un échantillon représentatif de 1005 personnes de la population française de 18 ans et plus, dans la catégorie compagnies d'assurance.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social: 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.



# édito

**Kamel BRAHMI**

Secrétaire général de l'UD CGT 93

## La CGT indépendante mais pas neutre : face à l'Extrême Droite, le Front Populaire !

Lundi 10 juin, le camp des travailleurs et des progressistes de France s'est réveillé avec un goût amer, au son d'une victoire écrasante de l'extrême droite aux élections européennes. Les médias du milliardaire réactionnaire Vincent Bolloré auront largement contribué à la prophétie autoréalisatrice d'une victoire du Rassemblement National, accordant une part d'antenne délirante à l'extrême droite et à ses soutiens. Ce magnat de la presse travaillant même en coulisse à « l'union des droites », comprend l'absorption de la droite républicaine par l'extrême droite. Un projet de longue date qui a saisi l'opportunité du nouveau revers de la droite institutionnelle pour accélérer son offensive et faire plier E. Ciotti, Président du parti « les Républicains », qui s'est laissé convaincre sans difficultés tant il nage dans les eaux fétides de la xénophobie depuis un certain temps. L'heure est extrêmement grave, et Emmanuel Macron restera dans l'histoire comme le président qui aura ouvert la porte comme jamais à l'arrivée au pouvoir d'un parti fondé par des tortionnaires et des waffens SS.

Heureusement les grands partis de gauche et les écologistes, sous la pression populaire ont réussi à s'unir et à se remettre en ordre de marche grâce au Nouveau Front Populaire. Désormais l'échéance électorale qui arrive n'offre que deux options, soit le fascisme ; soit un nouvel espoir. La CGT a dès lors pris

ses responsabilités en appelant « les syndiqué.e.s, les salarié.e.s, les privé.e.s d'emploi et les retraité.e.s à voter pour le programme du Nouveau Front Populaire » en ajoutant « cela ne constitue certainement pas un chèque en blanc et encore moins une remise en cause de l'indépendance de la CGT qui protégera toujours sa liberté d'expression et d'action. » les choses sont dites et elles sont claires désormais toutes les forces de la CGT doivent entrer dans la bataille pour empêcher l'extrême droite d'accéder au pouvoir !

La machine du capitalisme est aujourd'hui à nu, et les rouages dysfonctionnels de ce système injuste sont exposés à la vue de toutes et de tous. Depuis plusieurs années, les syndicats forment le fer de lance de toutes les luttes, et représentent le principal réseau social qui fait converger les intérêts des habitant.e.s des quartiers populaires et des salarié.e.s. Du mouvement massif contre la réforme des retraites à la grande mobilisation des enseignant.e.s de Seine-Saint-Denis, des grèves de travailleurs sans-papiers à la lutte des ouvriers de MA France, nos actions quotidiennes forgent la convergence des luttes si souvent invoquée et si peu effective. Reste à massifier nos organisations et redoubler d'effort pour que personne sur nos territoires ne reste sans droit. Et la première étape c'est de gagner dans les entreprises, dans les administrations, les quartiers, les marchés un élan massif pour aller voter le 30 juin et le 7 juillet ! Nous sommes une force qui compte, notre responsabilité est de la mettre en mouvement. Tous sur le pont !



## Sommaire

- 03 Editorial
- 04 Fururs alternatifs : La CGT lance son plan sur l'industrie et l'environnement.
- 05 Les 22 propositions de la CGT
- 06 Le radar « travail-environnement de la CGT » : l'outil des syndicats pour la transition énergétique.
- 07 En Seine-Saint-Denis une fusion administrative de 3 hôpitaux lourde de danger
- 08 1 mois de lutte en images
- 10 USR CGT 93 : Intelligence artificielle : entre craintes et espoirs
- 12 IHS-CGT 93 : 1974/2024, PTT, il y a 50 ans la grève !
- 15 La formation syndicale.

# Futurs alternatifs : la CGT lance son plan sur l'industrie et l'environnement

**Le 28 mai dernier, la CGT organisait à Montreuil ses premiers états généraux de l'industrie et de l'environnement devant plus de 700 militants. Ce plan d'action se présente comme la volonté de la CGT d'organiser un travail de planification sur les questions industrielles et environnementales.**

Le changement climatique est intrinsèquement lié au capitalisme et au productivisme : déforestation, élevage intensif, combustion des énergies fossiles. Avec une hausse des températures de 1°C tous les 10 ans, nous risquons d'être confrontés à des épisodes caniculaires tous les 3 à 5 ans, à une augmentation du nombre de feux de forêts, et à une montée du niveau des océans. En parallèle nous faisons face à une destruction de la biodiversité sans précédent à cause notamment de l'artificialisation des sols et l'utilisation massive des engrais chimiques. Quant aux gaz à effets de serres émis par la France, seulement 50% sont produits sur notre territoire. L'autre moitié provient de nos importations (pièces industrielles, raffinage, matériaux de construction, alimentation).

Face à ce constat, la première exigence pour la CGT doit être de porter un projet de réindustrialisation tout en répondant aux défis environnementaux. L'industrie en France ne représente plus que 15% du PIB du pays alors qu'en parallèle ce sont les entreprises françaises qui génèrent le plus d'emplois industriels à l'étranger, ce qui fait de la France la championne de la délocalisation. Si le poids de l'industrie est en chute libre, c'est également le cas de la recherche et développement. A titre de comparaison, pendant que l'Allemagne investit 100

milliards d'euros, la France n'engage que la moitié de cette somme, avec 50 milliards d'euros pour la R&D. Si les relocalisations sont nécessaires à tous les niveaux de notre industrie pour réduire notre impact sur la crise climatique, elles ne peuvent pas suffire. Il est nécessaire de repenser nos modes de productions et surtout la finalité de cette production industrielle. Celle-ci doit devenir écologiquement et socialement utile telle que préconisée par le rapport du GIEC : transports collectifs ou verts (bus, trains, vélos) ; rénovation thermique du bâti ; fin du modèle de la maison individuelle ou encore le développement des protéines végétales.

Cette question de la réindustrialisation et d'une « transition juste » n'est bien entendu pas prise au sérieux par les capitalistes. L'exemple le plus criant est celui du passage du moteur thermique dans l'industrie automobile vers le moteur électrique d'ici 2035. Cette décision prise pour de soi-disant questions environnementales détruit en réalité l'emploi et casse le social. Aucune anticipation sur l'emploi, sur les besoins de reconversion, de formation ou de reclassement n'ont été anticipés par les gouvernements. Cette absence d'accompagnement s'accompagne de réformes mortifères pour les salariés et les privés d'emplois : réformes des retraites, de l'assurance chômage et de l'assurance maladie alors que le patronat lui se gave d'argent public.

**Pour la CGT, il ne peut y avoir de politique industrielle sans politique pour les services publics. Ce qui fait l'attractivité d'un territoire, pour les salariés et les populations, c'est la présence de services publics de qualité en nombre suffisants : hôpitaux, transports, écoles, finances publiques etc. Voilà pourquoi, plus qu'un simple plan pour la réindustrialisation du pays, c'est un projet de société qui est porté par la CGT.**



# 22 PROPOSITIONS CGT

## DES DROITS POUR LES SALARIÉS

- 1 - Mettre fin à l'Europe du dumping social
- 2 - Mettre fin à l'Europe du dumping fiscal
- 3 - Mettre en place une sécurité sociale professionnelle Environnementale
- 4 - Investir de 2% de la masse salariale dans la formation professionnelle
- 5 - Des droits pour que les salarié-es soient acteur-rices de la transformation environnementale

## RECONSTRUIRE LA PUISSANCE PUBLIQUE

- 6 - Mettre en place une vraie planification environnementale, environnementale et sociale
- 7- Evaluer et conditionner les aides publiques
- 8 - Conditionner le commerce international au respect des normes sociales et environnementales
- 9 - Utiliser la commande publique comme levier de la programmation pluriannuelle de la transformation environnementale
- 10 - Rendre obligatoire l'économie circulaire et l'écoconception
- 11 - Sortir l'énergie de la spéculation et la décarbonner
- 12 - La communication et les infrastructures réseaux doivent sortir du secteur marchand et être un service public au service des usager-es, de l'intérêt général
- 13 - Protéger nos entreprises stratégiques et nos fleurons industriels

## INVESTIR DANS LA RÉINDUSTRIALISATION ET LA TRANSFORMATION ENVIRONNEMENTALE

- 14 - Sortir du pacte de croissance et de stabilité
- 15 - Financer la transition environnementale et la réindustrialisation
- 16 - Démocratiser et réorienter la Banque centrale européenne
- 17 - Mettre en place un fonds d'investissement européen alimenté par la BCE
- 18 - Investir dans la recherche et les qualifications
- 19 - Développer des infrastructures de transport décarboné
- 20 - Investir pour adapter les infrastructures au réchauffement climatique
- 21 - Mettre en place un plan d'investissement pour isoler les bâtiments
- 22 - Faire de l'eau un bien commun et investir pour sécuriser notre approvisionnement en eau potable



L'implantation en France plutôt qu'à l'étranger d'un établissement manufacturier générant 1 milliard d'euros de valeur ajoutée, c'est :



**+ 2 milliards d'euros** de valeur ajoutée  
et **5,5 milliards d'euros** de production  
en tout dans l'économie française.



**+ 24 400 emplois** en personnes physiques.



**- 740 ktCO<sup>2</sup>** d'émissions de CO<sup>2</sup> dans le monde  
dont 290 ktCO<sup>2</sup> pour l'empreinte carbone de la France.



Lire le détail des propositions  
CGT sur [www.ie.cgt.fr](http://www.ie.cgt.fr)



## Le radar « travail-environnement » de la CGT : l'outil des syndicats pour la transition énergétique

Les états généraux de l'industrie et de l'environnement ont été l'occasion pour la CGT de présenter son nouvel outil destiné aux syndicats : le radar « travail-environnement ». Il vise à renforcer nos capacités d'intervention et à être force de proposition sur les questions de la transition écologique dans les entreprises. Il doit également permettre d'anticiper les transformations et d'éviter de subir une délocalisation, un PSE ou des dégradations subies des organisations de travail. Cette campagne est indispensable et urgente car malgré leurs responsabilités dans la crise, les entreprises ne s'engagent pas dans la transition écologique. La CGT, par ses capacités d'intervention et ses savoir-faire, peut agir concrètement pour gagner des politiques ambitieuses et construire des projets ancrés dans les territoires.

La démarche de cet outil se fait en 4 étapes, tout en bénéficiant de l'accompagnement de l'équipe confédérale en charge du projet :

- un état des lieux : via le site <https://radartravailenvironnement.fr> le syndicat, les élus CSE, peuvent définir leur périmètre d'étude (site, établissement, groupe, service, collectivité etc.). En s'appuyant sur un questionnaire d'une quarantaine de questions réparties en 7 thèmes (réchauffement climatique, biodiversité, pollutions, consommation de ressources, choix budgétaires, parties prenantes, formation des salariés), l'état des lieux permet aux militants de réaliser une évaluation factuelle de la politique environnementale de l'organisation de travail dans leur entreprise.

- les propositions : après réception de l'état des lieux envoyé par la confédération, l'équipe syndicale bénéficiera d'un kit de communication (affiches, tracts, mail-type à diffuser) pour mobiliser les salariés de l'entreprise. Le but est de faire participer massivement

les salariés via un questionnaire individuel afin qu'ils et elles expriment leurs besoins et leurs propositions.

- la stratégie revendicative : une fois la période de consultation des salariés terminée, le syndicat reçoit un rapport ainsi que les propositions anonymisées faites par les salariés. Le rapport résume et met en graphique l'état des lieux ainsi que l'ensemble des mesures que doit prendre l'entreprise pour mener une transformation écologique qui soit à la hauteur de la situation à partir des propositions des salariés.

- faire vivre les revendications : l'équipe syndicale aura la responsabilité de faire vivre les revendications et de valoriser la participation et le travail réalisé par les salariés.

**A ce jour, ce sont environ 80 syndicats qui se sont déjà saisis du radar « travail-environnement ».** Voici quelques exemples de revendications qui sont issues de cette démarche : bilan des émissions de gaz à effet de serre dans l'entreprise ; formations des conseils d'administration et des comités exécutifs sur les enjeux écologiques ; sélection des fournisseurs et sous-traitants sur des critères écologiques ; quantifier les rejets de polluants directement engendrés par l'entreprise ; intégrer les réflexions écologiques dans les choix des campagnes de l'entreprise etc.

Cette démarche, initialement portée par l'UGICT CGT, est maintenant confédéralisée notamment en raison de l'intérêt des salariés pour ces questions. En effet, 78% des salariés se déclarent prêts à rejoindre une entreprise engagée pour la transition écologique ; 68% des salariés veulent être formés aux enjeux écologiques dans leur entreprise ; 80% des jeunes salariés estiment qu'il est important qu'une entreprise associe ses salariés aux aspects environnementaux.

# En Seine-Saint-Denis une fusion administrative de 3 hôpitaux lourde de danger.

La Sécurité sociale solidaire est partie intégrante de notre société.

Ainsi en 1945, Ambroise CROIZAT, alors ministre communiste du travail, s'appuyant sur le rapport de forces de la CGT et le soutien de Louis SAILLANT dirigeant CGT et dernier président du Conseil National de la Résistance, met en place la Sécurité sociale solidaire gérée par les travailleurs eux-mêmes.

L'entreprise, lieu de production de richesses, devenait contributive au financement de la Sécurité sociale via les cotisations sociales salariales et patronales.

Dès sa mise en place, la Sécurité sociale propose des remboursements à 80 % des soins. L'ambition d'origine était d'arriver rapidement à 100 %. La Sécurité sociale aura favorisé un vaste maillage d'hôpitaux publics sur l'ensemble du territoire avec un distinguo clair entre le patrimoine immobilier propriété de la nation et le financement des activités par la Sécurité sociale. Jusqu'à sa mort en 1951, Ambroise CROIZAT ne cessa de travailler contre ses opposants notamment le patronat pour défendre la Sécurité sociale et son principe de solidarité : *« Je cotise selon mes moyens et reçois selon mes besoins »*.

Mais après les 30 années glorieuses, les politiques de « maîtrise des dépenses de santé » font leur apparition. Elles sont soutenues en cela par le patronat. Depuis la création de la Sécurité sociale, les néo-libéraux n'ont jamais accepté que ces secteurs d'activité drainant des sommes considérables échappent aux marchés. Dans les années 1990, les dépenses de la Sécurité sociale sont placées sous l'autorité du parlement.

L'ONDAM (Objectif National des Dépenses d'Assurance maladie) a permis en réalité de travailler à la réduction des dépenses remboursées de chaque branche (Accidents de travail, Maladies professionnelles, Familles, Retraites, Maladies, recouvrements, Autonomies).

Réforme après réforme et depuis plus de 20 ans, les politiques d'austérité ont mis à mal notre système de santé et de protection sociale.

Ce sont 100 000 lits fermés en 20 ans, des hôpitaux publics endettés et des modes de financement par la tarification à l'acte ne permettant plus de fonctionner et d'investir.

L'impact de ces politiques est encore plus marqué en Seine-Saint-Denis qui d'après le rapport parlementaire de Stéphane PEU et de Christine DECODTS publié en novembre 2023 est le plus grand désert médical de France avec des indicateurs de santé publique alarmants.

C'est dans ce contexte qu'il faut interroger les projets de « transformation hospitalière » dans notre département tels que celui du Grand Paris Nord (Bichat-Beaujon) qui risque de se solder par moins 350 lits. La relocalisation sur Bobigny de la maternité de Jean Verdier devenu

un centre de consultations spécialisées avancées et la reconstruction de l'hôpital Le Raincy-Montfermeil qui nous renvoie au GHT « Grand-Paris-Nord Est » regroupant les centres hospitaliers Aulnay-Montfermeil et Montreuil. La loi Touraine du 26 janvier 2016 impose à marche forcée le regroupement des hôpitaux.

Ainsi en 2018, le GHT GPNE se met en place dans une situation financière très difficile au moins pour Aulnay et Montreuil. Les établissements demeurent, mais les éléments stratégiques et de fonctionnement sont mutualisés. Les cibles premières sont les services administratifs, logistiques et médicotechniques avec une politique unique de gestion des ressources humaines.

Les hôpitaux du GHT vivent avec l'assistance permanente de l'Agence Régionale de Santé. La situation budgétaire et financière, après 2 ans de garantie de financement du gouvernement est revenue quasi à la situation antérieure, mais aucun des 3 hôpitaux n'a pu retrouver son activité de 2019 du fait du nombre de postes vacants.

Et même si la tendance est à la réouverture de lits, la situation financière reste critique. 80 millions d'encours de dettes sur Montreuil, 90 millions sur Aulnay et 24 millions sur Montfermeil.

Sur les 3 établissements, le niveau de trésorerie reste tendu, le délai de paiement des fournisseurs se dégrade ainsi que les conditions d'accueil et de travail. La tension au travail n'a jamais été aussi importante.

L'endettement ne permet plus d'investir dans le renouvellement de matériel biomédical.

Un plan de transformation de 590 millions financé à 75 % par l'Etat prévoit 140 millions d'investissement courant et 450 millions d'euros d'opérations dont la reconstruction de Montfermeil. Ce plan de transformation nécessitera d'emprunter 213 millions d'euros, ainsi un projet de fusion administratif et informatique avec mutualisation des trésoreries rendrait plus soutenable la dette.

Au-delà de l'ambiguïté des concepts, nous pouvons craindre une étape à venir de la fusion complète des trois établissements qui ne se fera pas dans l'intérêt de la population et de ses besoins de santé. Au final, les établissements les plus endettés et déficitaires sont fragiles et risquent d'être restructurés. La CGT a conscience de la nécessité de reconstruire l'hôpital de Montfermeil et d'investir afin d'améliorer les conditions d'accueil des patients. Mais l'obligation d'emprunter est mortifère pour nos établissements.

La CGT en appelle à la responsabilité de l'Etat, au nom de l'égalité territoriale, elle demande le financement total nécessaire à la mise en œuvre du plan de transformation ainsi qu'une restauration des marges à la hauteur de l'endettement de nos établissements sans passer par la fusion.



Rassemblement, le 11 juin lors de la convocation de Kamel BRAHMI, devant la maison de la justice et du droit à Saint-Denis.



Manifestation contre l'extrême droite le 15 juin



Manifestation à Roissy le 18 juin



Manifestation contre l'extrême droite le 15 juin à Paris



Manifestation contre l'extrême droite le 15 juin à Paris



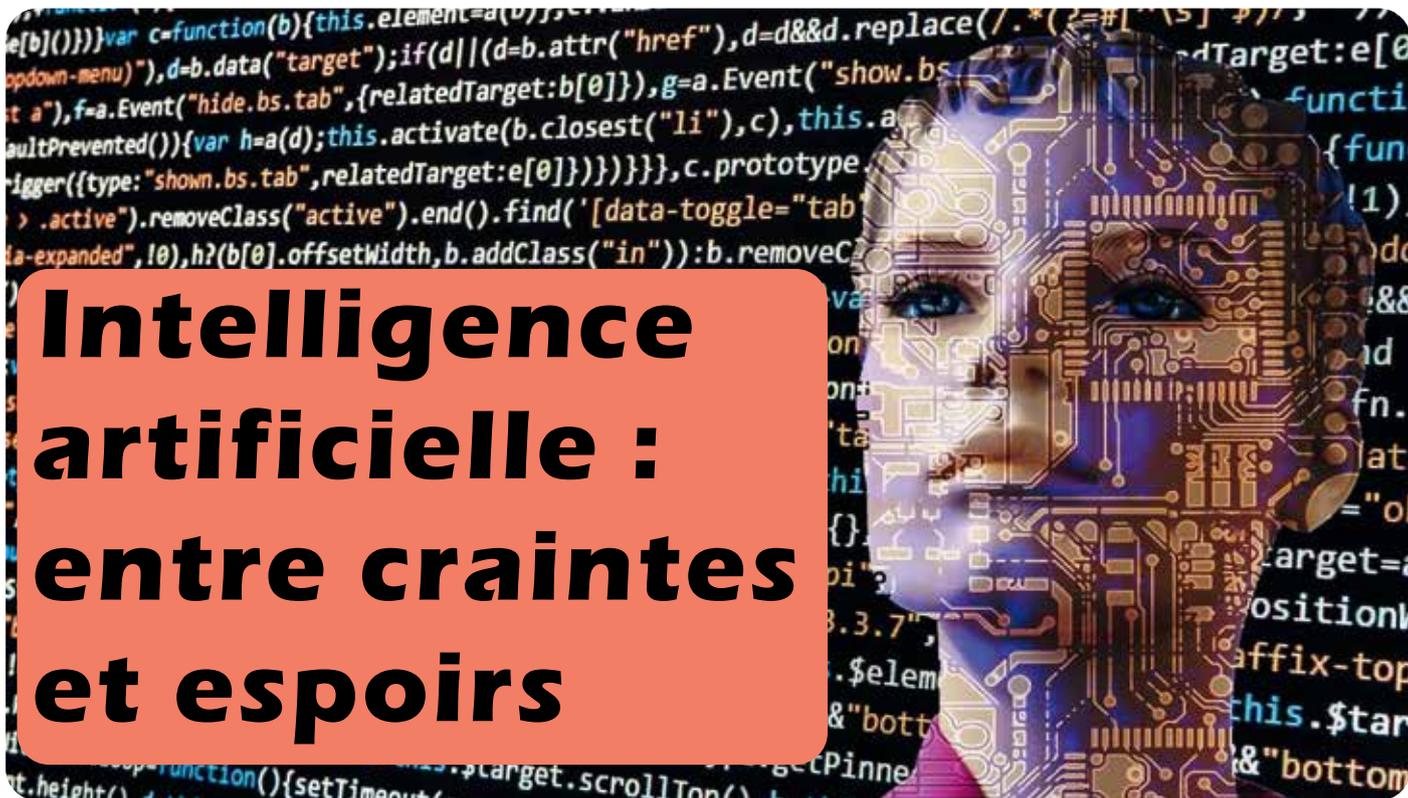
Manifestation RATP le 18 juin à St-Denis

Manifestation contre l'extrême droite le 15 juin à Paris



Manifestation contre l'extrême droite le 15 juin à Paris





# Intelligence artificielle : entre craintes et espoirs

« Les machines vont remplacer les hommes. » Voici une prophétie qui nous ramène aux débuts du machinisme, et qui alimente depuis fort longtemps films et romans d'anticipation. Alors qu'aujourd'hui l'intelligence artificielle (IA) transforme profondément nos existences personnelles et professionnelles, où se situe la frontière entre menace et perspective ? Où la vérité se dissimule-t-elle ?

Selon l'UGICT CGT, l'omniprésence de l'IA suscite de profonds questionnements sur l'opacité des algorithmes <sup>(1)</sup> ; sur l'utilisation de données massives au regard de la protection de la vie privée ; ou sur l'usage qui pourrait en être fait par des employeurs ou des assureurs, par exemple. Toutes questions qui renvoient à une économie très matérielle, mais dont on cherche à invisibiliser les nombreux acteurs.

Or l'IA s'inscrit complètement dans la période d'offensive du capitalisme contre le travail. Elle fait planer sur le travail humain une menace permanente. Une course serait ainsi engagée entre travailleurs et machines, permettant de peser sur les salaires, l'emploi et les conditions de travail. Pour que l'on ne soit pas remplacé par une machine, il faudrait donc travailler plus vite et plus longtemps et, surtout, **se taire**. Voici qui nous renvoie à des méthodes de management largement utilisées de nos jours, dans les entrepôts Amazon, et dans bien d'autres entreprises de la grande distribution...

## L'IA, un nouvel eldorado pour le patronat ?

Le récent livre du sociologue Antonio A. Casilli (*En attendant les robots : enquête sur le travail du clic*, Seuil)

arrive à point nommé dans le débat sur le travail, l'intelligence artificielle, les machines « intelligentes », débat qui traverse la société depuis un certain temps déjà, notamment avec la question de la « fin du travail », ou avec celle d'un revenu universel.

- Selon la version optimiste, l'humanité pourrait enfin se débarrasser du travail humain. Le remplacement des hommes par les machines serait-il en train de se réaliser ? Sommes-nous à la veille d'une société débarrassée de l'esclavage salarié ?

- Selon la version pessimiste, la récente étude sur la disparition de près de la moitié des emplois en dix ans aux Etats-Unis doit être prise au sérieux et nous interroger. Comment ne pas s'en inquiéter, alors que, dans la grande distribution, par exemple, on voit de plus en plus de caisses automatiques et la destruction d'emplois qui les accompagne ?

L'ouvrage du sociologue Antonio Casilli remet les choses en place... et les hommes à la leur : **celle d'un monde du travail toujours plus précarisé, exigé par les « nouvelles technologies »**. Le début de l'ouvrage cite en exemple une start-up innovante, spécialisée en intelligence artificielle qui, grâce à son algorithme, vend une solution automatisée de pointe qui propose des produits de luxe à des clients aisés, qui peuvent ainsi recevoir des offres 100 % personnalisables des marques françaises dans des conditions privilégiées.

Point d'« intelligence artificielle » à l'horizon, selon Casilli, mais du travail effectué à l'étranger par une myriade de travailleurs « indépendants » au statut peu enviable, qui font des recherches sur les médias sociaux, pour quelques centimes par clic, sans contrat ni stabilité d'emploi. « Des humains volent le job des robots », comme le fait ironiquement remarquer l'auteur.

**Des entreprises capitalistes mystifient l'intelligence artificielle en cachant une précarisation de l'emploi pour des millions de personnes... et des profits fabuleux pour les propriétaires.**

## Derrière une façade moderne, des travailleurs surexploités et invisibilisés

Quelles sont les coulisses de cette économie soi-disant immatérielle ? Derrière la façade on trouve des millions de travailleurs du clic, souvent dans des pays lointains (Madagascar, Inde...), indispensables au fonctionnement de l'économie numérique. Loin de faire disparaître le travail, l'automatisation en cours en change profondément les conditions et le rend bien plus invisible. **Ce travail est souvent très mal rémunéré, en tout cas très éloigné des conditions déjà peu enviables du salariat.**

Les microtravailleurs rivés à leurs écrans qui, à domicile ou depuis des « fermes à clic », filtrent des images pornographiques et violentes ou saisissent à la chaîne des fragments de textes pour faire fonctionner des logiciels de traduction automatique, se trouvent la plupart du temps dans les pays sous-développés, et sont des victimes de choix d'une exploitation de type colonial.

## Reconfigurer et précariser le travail humain

En dissipant l'illusion d'une automatisation intelligente, Antonio Casilli fait apparaître la réalité du « digital labor », qui repose sur l'exploitation éhontée des petites mains de l'intelligence « artificielle » : des milliers de tâcherons du clic soumis au management algorithmique de plates-formes qui sont en passe de reconfigurer et de précariser le travail humain.

De l'autre côté du globe, dans nos sociétés occidentales, l'activité des usagers des réseaux sociaux est considérée comme du loisir. Pourtant, toutes les traces que nous laissons sur Internet, sur les réseaux sociaux, nos données, sont exploitées gratuitement par les géants du web. Sans le savoir, nous fournissons un aliment indispensable aux machines. Lesquelles machines ont besoin des humains : non seulement des ingénieurs pour leur conception, mais pour les alimenter.

L'intelligence artificielle, tout en ne nécessitant aucun discernement, effectue des tâches qui produisent un semblant d'intelligence. Les humains sont contraints de réaliser des tâches atomisées qui permettent aux machines de donner **l'impression de penser**. Or, derrière un marketing accrocheur, cette intelligence

artificielle est superficielle : pour apprendre, les machines doivent recevoir assez de données pour pouvoir détecter des régularités dans les informations, des tendances, enseignements qu'elles sont censées savoir reproduire en temps voulu. Mais par-delà leur capacité à synthétiser ce que d'autres savent déjà, les intelligences artificielles ne sont pas capables, en revanche, de développer des notions et des langages totalement nouveaux.

## L'emploi et le salariat en grand danger

Les derniers développements de l'« IA générative »<sup>(2)</sup> suscitent beaucoup d'intérêt de la part des responsables d'entreprise, qui y voient une source de gains de productivité importants. Du côté des salariés, l'inquiétude augmente, à juste titre. Certes, la révolution industrielle puis l'automatisation et l'informatisation ont déjà fait disparaître la plupart des emplois manuels dans l'industrie ou l'agriculture. Mais les emplois qualifiés des cadres et ingénieurs paraissaient relativement protégés. Aujourd'hui, l'IA générative peut désormais effectuer des tâches complexes (reconnaissance visuelle, compréhension et production de langage écrit et parlé) supposant une adaptation à des environnements variables. Ce sont alors beaucoup d'emplois qualifiés qui vont se retrouver affectés (médecins, professeurs, pilotes d'avions, journalistes...). Enfin, les bénéfices sont directement captés par les oligopoles du numérique (les GAFAM) qui dominent le marché, au détriment, bien sûr, de l'emploi... Ainsi, même si l'IA n'est ni réellement intelligente, ni totalement artificielle, elle est mise au service d'objectifs qui ne sont pas les nôtres, et qui appellent, pour nous, syndicalistes CGT, la plus grande vigilance pour mieux les combattre.

<sup>(1)</sup> Algorithme : suite finie d'opérations qui permet de résoudre une classe de problèmes. On retrouve des algorithmes dans de nombreuses applications informatiques dont l'intelligence artificielle.

<sup>(2)</sup> L'IA générative est un type de système d'intelligence artificielle qui peut générer du texte, des images ou d'autres médias en réponse à des « invites » (*prompts* en anglais).





# 1974/2024

## PTT : il y a 50 ans, la grève !

### Le plus grand conflit qu'est connu les salariés des PTT dura 42 jours.

Démarré au PLM le 17 octobre, il se termina le 2 décembre 1974.

La Seine-Saint-Denis et son syndicat CGT a largement contribué au succès de cette lutte.

Au 30<sup>ème</sup> jour le pourcentage de gréviste restait remarquablement stable, entre 75 et 80%. Dans l'unité, nous participions aux diverses manifestations nationales, mais aussi dans le département, contre la mise en place par l'administration de centres de tri « parallèles », notamment à Pantin, Aubervilliers et Aulnay s/Bois. Des « portes ouvertes » aux usagers étaient organisées comme aux Lilas. Des « opérations vérité » sur les bulletins de salaire, avec affichages sur les façades des bureaux de Poste et centraux téléphonique (Aubervilliers, Le Bourget, Les Lilas, Villette, etc.). Systématiquement, les syndiqués étaient consultés et tous les jours le personnel, en assemblée générale, décidait de la suite à donner au mouvement.

Cette magnifique grève secoua sérieusement le gouvernement Chirac et le début du septennat de Valérie Giscard d'Estaing et permit de nombreux acquis :

Les PTT reste un service public et des milliers d'emplois vont être créés les années suivantes. Le « service actif » a été gagné pour les fonctionnaires des centres de tri et des chèques postaux avec la possibilité de partir à la retraite à 55 ans. La grève a fait reculer l'éclatement de la Poste et des Télécoms de 16 ans. Elle fut un grand moment de lutte et de démocratie s'inspirant de 1968 et riche d'expériences nouvelles.

**Alain Lepert**

Retraité des PTT

Secrétaire Institut CGT Histoire Sociale 93

### La grève de 1974 dans les PTT reste à ce jour, l'un des plus longs conflits de l'histoire de la profession.

### A l'occasion de son cinquantième anniversaire, cette grève offre encore de la matière à un travail de recherche conséquent. \*

#### Le contexte

Sur le plan économique, la France est en crise, marquée par l'accélération de l'inflation et la menace de récession, à laquelle s'ajoute le premier choc pétrolier qui a pour effet d'accroître la hausse des prix, une dégradation du pouvoir d'achat des travailleurs.

La politique inflationniste, délibérément menée par le pouvoir profite aux grands trusts français. Le pillage des fonds publics s'opère par les privilèges fiscaux dont bénéficient les grandes firmes, l'accaparement par ces dernières des marchés publics, la dévalorisation du capital des entreprises nationales, l'aide financière directe ou indirecte de l'État aux monopoles.

La réforme de structures de l'administration des PTT en 1971 s'imprègne de cette logique. Dans la profession, le rapport au politique est une réalité quotidienne avec l'existence d'une intense activité politique dans les services (notamment dans les centres de tri et dans les centres de construction des lignes), animée par

les cellules du PCF et les sections du parti socialiste, sans oublier les différents groupuscules gauchistes.

Le 29 avril, après 89 jours de grève, les travailleurs de l'entreprise « Rateau » à La Courneuve approuvent par un vote à bulletin secret le projet d'accord entre Alstom-CGE et les syndicats. Il prévoit l'abandon des licenciements, de nouveaux investissements garantissant l'avenir industriel du site. La reprise victorieuse du travail se fera au lendemain d'un grand 1<sup>er</sup> Mai unitaire.



A quelques jours du 1<sup>er</sup> tour des élections présidentielles, plus de 100 000 travailleurs de la région parisienne sont rassemblés dans le parc de la Courneuve, où Georges Séguy pour la CGT, Edmond Maire pour la CFDT et James Marangé pour la FEN, prennent la parole. Un 1<sup>er</sup> mai qui est aussi celui de l'écroulement du fascisme au Portugal et de sa célébration pour la première fois depuis 50 ans dans ce pays.



Au soir du 1<sup>er</sup> tour des présidentielles, François Mitterrand est très largement en tête. Mais au soir du 19 mai, Giscard est réélu président de la république avec un très faible écart.

La nomination d'un secrétaire d'état au ministère des PTT suscite de l'inquiétude chez les organisations syndicales qui n'oublent pas que Giscard proposait en 1967 la compagnie nationale du téléphone !

Le mois de juin voit une montée en puissance des actions locales, départementales ou interdépartementales. Les fédérations CGT et CFDT des PTT arrêtent pour octobre un calendrier d'actions par catégorie. Des décisions de grèves sont prises dans de nombreux bureaux et services, et même au niveau départemental. C'est dans ce contexte que s'engage la plus longue grève de l'histoire sociale des PTT.

Dans la foulée de 1968 qui a ouvert une époque de contestations et de libération des mœurs, 1974 est l'année de deux événements historiques pour les jeunes avec l'abaissement du seuil de la majorité de 21 à 18 ans et la loi Veil sur l'interruption volontaire de grossesse.

## Les contenus revendicatifs, la démocratie et l'unité.

Le respect de la dignité représente un fort repère identitaire dans l'expression des contenus revendicatifs favorisant l'expression d'une réelle pratique démocratique et unitaire tout au long du conflit. Incontestablement la crise profonde qui sévit et qui s'aiguise dans les PTT est un facteur déterminant dans la puissance et la durée du conflit.

Alain Gautheron, dans ses conclusions au colloque de Lyon résume bien le contenu et la conduite de ce formidable mouvement : « Les raisons de la grève

étaient solides et ancrées. Elles avaient depuis plusieurs années mobilisé les esprits, justifié une intense activité syndicale, dont plusieurs grèves, articulant diversités catégorielles et nécessaires convergences. La progression du pouvoir d'achat, la défense du service public et du statut de fonctionnaires, l'opposition à toutes formes de privatisation, l'augmentation des effectifs, l'amélioration des conditions de travail, qui passaient par une autre conception de l'automatisation, constituaient l'essentiel des motifs de la grève. La conduite démocratique du mouvement confirme que la CGT PTT était en phase avec les aspirations croissantes des salariés de la fin des années soixante. Cela a marqué le début d'un processus durable dans la façon de faire du syndicalisme ».

L'expression authentique des revendications dans les services joue un rôle prépondérant car elle permet de donner dans la durée de la force aux luttes, de fixer le caractère revendicatif de la grève du début à la fin.

De nombreux témoignages de militant-e-s au colloque de Lyon le confirment. Celui d'Elyane Bressol (secrétaire générale des chèques postaux de Paris à l'époque) : « Ce n'est pas par hasard que les centres de tri ont eu le service actif, c'est parce qu'ils le revendiquaient depuis longtemps.

Pas non plus un hasard si les filles des chèques obtiennent les 35 heures et la fermeture des centres le samedi, elles le revendiquaient depuis 1962 ».

Citons celui de René Vanbraekel du syndicat du Nord : « Avec la fin de l'automatisation, des centraux téléphoniques allaient disparaître avec tous les problèmes humains et d'emplois. La volonté d'aller vers la convergence des luttes, de faire le lien entre la crise de l'emploi dans les bureaux mixtes et l'exigence de reclassement des téléphonistes va déboucher par l'affectation des auxiliaires dans ces bureaux empêchant leur licenciement. Aux chèques de Lille où la programmation du licenciement de 755 auxiliaires se transforme pour la grande majorité par leur titularisation à l'issue de la grève de 1974 ».

Ces quelques exemples mettent en exergue l'assise revendicative dans les services pour la satisfaction de revendications concrètes dans un conflit généralisé.

L'absence d'avancées perceptibles sur les 1700 francs minimum, l'acompte de 200 francs mensuels pour tous et sur les effectifs pour l'amélioration des conditions de travail et le service public, est ressentie comme un échec par la grande majorité des grévistes.

A la différence de 1968, 1974 se distingue par une pratique réelle et quotidienne de la démocratie syndicale qui fonctionne dans les deux sens, de la section syndicale à la Fédération, en passant naturellement par les syndicats départementaux.

Les assemblées générales quotidiennes sont systématiquement précédées par la réunion des syndiqué-e-s et les organismes de direction du syndicat garantissant la cohésion et la solidité de la prise de parole auprès du personnel dans les AG, et vis-à-vis de nos partenaires syndicaux.

Si la démocratie ouvrière en 1968 a plutôt supplanté la démocratie syndicale, cela n'a pas été le cas en 1974.

La reconnaissance officielle des sections syndicales et l'octroi de nouveaux droits syndicaux (entre autres acquis de 1968), ont fortement contribué à favoriser la participation active des syndiqué-e-s à la vie démocratique de la CGT.

## Éléments d'analyse de cette grève.

Malgré sa force, cette lutte n'a pas réussi à faire éclater la politique contractuelle entre le gouvernement et les syndicats réformistes qui entérinent le recul du pouvoir d'achat.

Alors, qu'a-t-il donc manqué pour une authentique victoire ?

Au CCN de la fin de l'année 1974, Georges Séguy s'exprime ainsi : « Sans doute, la grande bataille de l'élection présidentielle qui frôle la victoire, a laissé substituer de-ci, de-là, l'impression qu'en dehors de changements décisifs, il n'y a pas grand-chose à attendre de l'action syndicale. Ce sentiment est malsain, il doit être combattu et il peut l'être, d'autant plus facilement qu'il est contredit par les faits les plus récents. Il est contredit par la grève des PTT même si tout n'a pas été réglé sur le plan revendicatif – car nos camarades transportaient finalement, toutes les revendications salariales de toute la fonction publique et de tout le secteur nationalisé – il n'empêche que leur action ne restera pas sans lendemain sur le plan revendicatif ».

En dépit des tentatives, la problématique de l'élargissement fait l'objet de nombreuses réflexions sur ce lien entre le soutien total de la CGT au programme commun et l'élargissement du mouvement. En référence à ce CCN, Elyane Bressol (c'était en 2004) relève : « Les interventions tournent autour de la nécessité de l'engagement de la CGT en faveur du programme commun, et comme allant

répondre à toutes les revendications. Cette idée était moins forte dans les PTT pour deux raisons, d'abord parce qu'on était ciblé par le gouvernement par le démantèlement, et aussi parce que nous avions déjà travaillé sur le revendicatif, alors que dans de nombreux secteurs CGT, d'autres professions, ce n'était pas tout à fait pareil pour de multiples raisons ». Toujours sur ce même sujet, Alain Gautheron dira : « La CGT se disait indépendante et sa conduite de la grève de 1974 le prouve, mais dans le même temps, son rapport au politique et au programme commun en réduit la portée ».

1974 a contribué à éclairer les enjeux, à mieux faire comprendre les objectifs et les méthodes des différents acteurs dans l'affrontement service public/privatisation. Avec 1974, une nouvelle génération de militant-e-s est née qui s'est aguerrie dans la meilleure école, celle de l'action syndicale et s'est accompagnée d'un important renouvellement dans la politique des cadres syndicaux de la Fédération.

Comparativement au scrutin de Mars 1974, aux résultats aux élections CAP de 1977, sur 21 113 suffrages exprimés en plus, la CGT en obtient près de la moitié.

## Conclusion.

La fin 1974 sonne le glas de l'époque des Trente Glorieuses, celle de la haute croissance et du plein emploi. Si on ne parle pas encore de « capitalisme mondialisé », le système capitaliste entre dans une période de crise durable avec des effets dévastateurs au plan économique, social, politique et démocratique. Comme il y a cinquante ans, la bataille pour un service public des PTT qui répond aux besoins humains et pour un nouveau développement est toujours d'actualité et l'objet d'affrontements.

La grève historique de 1974 a joué un rôle primordial dans la prise de conscience des personnels pour la défense et la promotion des PTT, qui restent encore, malgré la casse, la précarisation et le démantèlement, une référence des services publics dans le pays.

\*Textes extraits des journées d'études sur « la grande grève des PTT de 1974 » organisées par la Fapt-cgt en 2014 et présenté par Patrick Bourgeois. Compte-rendu dans « Le relais », journal de l'IHS CGT-FAPT no 62-63-64.





# COLLECTIF FORMATION SYNDICALE UD CGT 93

## PLAN DE FORMATION 2024

### Formation pour « Être acteur toute sa vie »

- Niveau 2 (La Courneuve) : 1<sup>e</sup> partie du 22 au 26 janvier 2024 et 2<sup>e</sup> partie du 22 au 26 avril 2024
- Niveau 2 (Bobigny) : 1<sup>e</sup> partie du 3 au 7 juin 2024 et 2<sup>e</sup> partie du 16 au 20 septembre 2024
- Lutter contre les idées d'extrême-droite (Bobigny) : 27 mars 2024
- Risques psychosociaux (Bobigny) : 10 au 12 janvier 2024
- Gagner les élections collège 2/3, Catégorie A/B (Bobigny) : 20 au 21 mars et du 29 au 30 avril 2024 ou du 18 au 19 septembre 2024 et du 13 au 14 novembre 2024
- Journée d'étude AT/MP (Bobigny) : 24 mai 2024

### Formation « Accompagnement à la responsabilité »

- Négociation d'un protocole électoral (Montreuil) : 8 et 9 février 2024
- Politique financière syndicat (Bobigny) : 25 novembre au 29 novembre 2024
- Formation des formateurs (Aubervilliers) : 10 au 14 juin 2024
- Communication (Bobigny) : 17 au 21 juin 2024
- Rédaction d'un tract (Bobigny) : 17 et 18 octobre 2024
- Accueil Luttés Sécurité (Pantin) : 17 au 18 juin 2024

### Formation « Accompagnement à un mandat »

- ECO – CSE : du 26 février au 1 mars (Bobigny) ou du 8 au 12 avril (Aubervilliers) ou du 24 au 28 juin (Bobigny)
- CSE – Santé : du 11 au 15 mars (Bobigny) ou du 15 au 19 avril (Aubervilliers) ou du 7 au 11 octobre (Bobigny)
- CSE Activités sociales et culturelles (Aubervilliers) : 4 au 6 septembre 2024
- Conseiller du salarié (Bobigny) : 15 au 17 mai 2024
- Défenseur Syndical : 18 au 22 mars 2024 ou 4 au 8 novembre ou du 18 au 22 novembre 2024
- Référent harcèlement sexuel (Bobigny) : 25 au 27 septembre 2024
- Délégué syndical (Bobigny) : 27 au 31 mai 2024
- Négociation annuelle obligatoire (Bobigny) : 6 au 7 mars 2024

### Divers

- Reversement Cogétise (Bobigny) : 13 décembre 2024
- Bureautique (Bobigny) : 2 au 5 avril 2024
- Bureautique (Bobigny) : 13 au 17 mai 2024
- Bureautique (Bobigny) : 10 au 14 juin 2024
- Violences sexistes et sexuelles (Aubervilliers) : 17 au 19 janvier 2024 ou 18 au 20 décembre



SALAIRES

ÉGALITÉ  
FEMMES  
HOMMES

FAISONS

SERVICES  
PUBLICS

RETRAITES

PRESSION

POPULAIRE

